

Les cibles des indicateurs du cadre logique de la section 3.6, ainsi que la ligne de base, seront définis/révisés/actualisés lors de la contractualisation, et comme première action des activités de suivi et évaluation. À cette fin la Délégation de l'UE demandera aux contractants d'allouer des ressources pour collecter les informations et les données nécessaires à la définition/suivi des cibles et des lignes de base.

En parallèle du suivi de la mise en œuvre de l'action proprement dite, les partenaires de mise en œuvre devront contribuer à l'établissement et à la pérennisation des dispositifs de suivi des indicateurs du cadre logique qui sont destinés à être informés par-delà la fin de l'action, en partenariat avec des acteurs territoriaux pérennes.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluation(s) à mi-parcours/finale(s)/ex-post pourront être effectué(es) pour cette action, ou une de ses composantes par des consultant(e)s indépendants contracté(e)s par la Commission.

Si une évaluation à mi-parcours est envisagée, celle-ci sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements à des fins d'apprentissage, notamment dans le cadre de validation et/ou ajustement des approches favorisées par l'action (notamment pour les approches sensibles aux conflits et « do no harm », coordination inter-donateurs et inter-projets, mutualisation des actions, impacts à moyen terme suite à une logique triple nexus, etc.). Cette évaluation pourra induire une restructuration aussi profonde de l'action que jugée nécessaire par l'UE. L'évaluation reposera sur une approche fondée sur les droits humains et le genre et rendra compte des résultats relatifs au renforcement de la participation, de la non-discrimination et de l'égalité des sexes, de la transparence, de la reddition des comptes et de l'application du droit.

Une évaluation finale sera envisagée. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique/stratégie menée), en tenant compte notamment les comparaisons avec les résultats d'autres programmes d'appui à la société civile et de l'opportunité d'une nouvelle phase de programmation.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 30 jours calendrier avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les expert(e)s chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION ET VISIBILITÉ

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée. La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Néanmoins, à l'intérieur des régions en crise, la visibilité pourrait être limitée dans certains cas pour des raisons de sécurité et sensibilité politique, en faveur de l'efficience et l'efficacité de l'action.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de